



Government of Canada
Minister of State for Youth

Gouvernement du Canada
Ministre d'État à la Jeunesse

youth



3 1761 11890024 0

July 6, 1991
91-20



**Federal Government Announces \$ 20.2 Million in new
Funding for Co-operative Education**

Edmonton -- The Honourable Pierre H. Cadieux, Minister of State for Youth, Fitness and Amateur Sport today announced approval of \$20,200,000 in new funding for Co-operative Education for 1991-95. The funding will benefit nearly 30,000 participants expected to enroll in co-operative education programs at 114 secondary and post-secondary institutions across Canada.

In making the announcement, Minister Cadieux stressed that "By offering a proven approach for young people's career planning and preparation for the fulltime workforce, co-op education plays a significant role in creating an efficient and competitive Canadian labour market."

.../2

The Co-operative Education grants are given to school boards, universities and other post-secondary institutions in co-operation with provinces and territories. The grants are administered by Employment and Immigration Canada and help offset administrative costs related to starting or expanding co-op education programs.

A list of the school boards and institutions receiving funding is attached along with a backgrounder on Co-operative Education.

-30-

For information:

Maryse Pesant
Press Secretary
(819) 994-2424

or

Sharron Hanna
Public Affairs Branch
Employment and Immigration Canada
(819) 953-1317

BACKGROUNDER
CO-OPERATIVE EDUCATION

One of several Employment and Immigration Canada's (EIC) youth initiatives, Co-operative Education has been earmarked through the Labour Force Development Strategy to play an integral role in assisting young Canadians as they prepare for their eventual entry into the labour market.

Under Co-operative Education, EIC channels financial support to educational institutions to run provincially-approved work-study programs. Students alternate schooling with work experience in the private or public sector.

Funding is provided for up to four years, on a declining formula, with EIC providing 85 per cent in the first year. Projects are cost-shared with the educational institution involved. The maximum federal grant has been set at \$200,000 over the four years, while the institution's share would be \$120,000.

Funds help offset the administrative costs associated with starting up or significantly expanding an existing project. Grants are mainly used for the salary of a co-ordinator managing the project, as well as for travel expenses for monitoring the students' progress and other costs.

While on work terms, post-secondary students are paid wages at competitive rates by the employer; secondary students may also receive wages.


A typical post-secondary project would involve students during the first eight months in academic study in their chosen field, and would include work orientation programs (e.g. life skills such as job search, job retention and working environment). Students then proceed on their first four-month work term with an employer, at the end of which they return to the classroom for additional alternating four-month study periods and work terms

with the same or a new employer. The overall length of the student's participation varies according to the field of study.

While secondary projects have much shorter work terms (minimum of 200 hours), the work must be productive and the student cannot simply be an observer.

Many types of programs receive funding. At the secondary level, projects cover a wide range of occupations, from tourism, construction and advertising to the public sector and beyond. Post-secondary projects are in areas such as engineering, chemical science, computer science, mineral technology, farm machinery, water resources technology, and business administration.

The government's long-term goal, in working closely with the provinces, is to make Co-operative Education programs available to as many Canadian students as possible, particularly those at the high school level.



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761118900240>

En collaborant étroitement avec les provinces, le gouvernement a pour objectif, à plus long terme, d'assurer la mise en place de programmes d'enseignement coopératif s'adressant au plus grand nombre d'étudiants canadiens possible, et plus spécialement, à ceux du niveau secondaire.

secondaire ne reçoivent pas nécessairement un salaire.

Un projet typique destiné aux étudiants du niveau postsecondaire comprend huit mois d'études dans le domaine choisi et des séances d'orientation au travail (par exemple, des cours de dynamique de la vie portant notamment sur la recherche d'emploi, la conservation d'un emploi et le milieu de travail).

A la fin de ces huit premiers mois, les étudiants font alors leur premier stage pratique d'une durée de quatre mois chez un employeur. Ensuite, ils retournent en classe pendant quatre mois et font un autre stage pratique d'une durée équivalente chez le même employeur ou un autre, alternant ainsi entre études et stages pratiques pendant la durée de leurs cours. Il est à noter que la durée de participation des étudiants à un projet varie selon le domaine d'études.

Par ailleurs, les projets destinés aux élèves du niveau secondaire comportent des stages pratiques beaucoup moins longs (minimum de 200 heures). Toutefois, le travail accompli doit être utile et les élèves ne peuvent pas être de simples observateurs.

Des fonds sont affectés à de nombreux genres de projets. Au niveau secondaire, les projets offrent un éventail d'occupations incluant les domaines du tourisme, de la construction ou de la publicité, ou encore de projets dans le secteur public. Au niveau postsecondaire, des projets peuvent être mis en oeuvre dans des domaines tels que le génie, la chimie, l'informatique, les techniques d'exploitation minière, la machinerie agricole, la technologie des ressources hydrauliques ou l'administration des affaires.

DOCUMENT D'INFORMATION ALTERNANCE TRAVAIL-ÉTUDES

L'enseignement coopératif, connu à l'emploi et Immigration Canada (EIC) sous l'appellation option Alternance travail-études, a été intégré à la stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre en vue de jouer un rôle essentiel en aidant les jeunes Canadiens qui préparent leur éventuelle entrée sur le marché du travail.

Dans le cadre de l'option Alternance travail-études, l'EIC verse des fonds aux établissements d'enseignement afin qu'ils offrent des programmes d'enseignement coopératif approuvés par les provinces. Les étudiants combinent études et expérience pratique dans les secteurs privé ou public.

L'EIC accorde une aide financière à un projet pour une période maximale de quatre ans, selon un taux dégressif, en offrant, la première année, une subvention correspondant à 85 p. 100 des coûts. L'EIC partage les frais des projets avec l'établissement d'enseignement intéressé. Le gouvernement fédéral verse une contribution maximale de 200 000 \$, échelonnée sur les quatre années, alors que l'établissement d'enseignement débourse 120 000 \$.

Les fonds servent à acquitter les frais administratifs liés à la mise sur pied ou à l'expansion importante d'un projet. Les subventions sont surtout utilisées pour payer le salaire du coordonnateur chargé de diriger le projet, les frais de déplacement engagés pour suivre les progrès des étudiants et d'autres frais. Pendant les stages pratiques, les étudiants du niveau postsecondaire sont rémunérés à un taux compétitif par l'employeur, mais les élèves du niveau

Les bourses au titre de l'alternance travail-études sont octroyées à des conseils ou commissions scolaires, des universités et à d'autres établissements d'enseignement postsecondaire en collaboration avec les provinces et les territoires. Ces bourses sont administrées par Emploi et Immigration Canada et contribuent à amortir les frais d'administration liés à la mise sur pied ou à l'expansion de projets d'enseignement coopératif.

Une liste des établissements qui reçoivent des subventions est jointe au présent document, ainsi qu'une note documentaire traitant de l'enseignement coopératif.

- 30 -

Renseignements :

Maryse Pesant
Attachée de presse
(819) 994-2424

ou

Sharon Hanna
Affaires publiques
Emploi et Immigration Canada
(819) 953-1317

.../2

En faisant cette annonce, le ministre Cadieux a insisté : « Grâce à une méthode qui a fait ses preuves auprès des jeunes qui se préparent, par la planification de carrière, à entrer sur le marché du travail à plein temps, les projets Alternance travail-études jouent un rôle important en favorisant la création d'une main-d'oeuvre canadienne compétitive. »

Edmonton -- Le ministre d'Etat à la Jeunesse et ministre d'Etat à la Condition physique et au Sport amateur, M. Pierre H. Cadieux, a annoncé aujourd'hui 81 affectation de fonds de 20 200 000 \$ au titre de l'alternance travail-études pour 1991-1995. Cette somme touchera près de 30 000 participants actuellement inscrits à des projets l'alternance travail-études dans 114 établissements d'enseignement secondaire et postsecondaire dans l'ensemble du pays.

Le gouvernement fédéral affectera 20,2 millions \$ pour la mise en oeuvre de projets Alternance Travail-études

6 juillet 1991

91-20

Jeunesse